L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI, 30 JANVIER.

Mémoire de l'Administration Municipale.

A l'honorable Comité de la Chambre des Représentants, nommé pour conférer avec le Maire et les Administrateurs de la Nlle-Orléans, sur les affaires de la ville.

Le Maire et les Administrateurs ont l'honneur de vous exposer leurs vues sur les affaires de la ville.

Sa condition financière s'empire chaque année. Des remèdes sont constamment suggérés par la presse et autrement, mais peu d'entr'eux ou aucuns ne touchent à la racine du mal. Répudier la dette de la ville, ou une partie de la dette, suspendre pendant une certaine période le paiement d'aucune portion de la dette et de l'intérêt, arrêter tous les travaux publics, mettre la corporation existante en liquidation et en créer une nouvelle, changer la charte de ville, chacun de ces plans a ses partisans, sans égard aux difficultés légales et à la violation de la foi publique qui s'opposent à la plupart des plans proposés.

On entend de tous côtés réclamer à grands cris une réduction de l'impôt, et cette réclamation est aussi raisonnable qu'elle est universelle. La taxe actuelle d'Etat sur les biens réels et personnels est de 4 et 15 centièmes pour cent; la taxe de ville (y compris les écoles publiques) est de trois pour cent, total 3.15 pour cent, et cela en sus de certaines exactions lourdes et de fâcheuses qui pèsent sur la ville, sommes sous le nom de taxes de licences. Dans une communauté prospère ceci serait considéré à bon droit comme du fardeau intolérable, dans la nôtre c'est presque équivalent à une CONFISCATION. Et ce n'est pas exagérer que de dire que cela a été une des principales causes de la dépression dans l'exemple des affaires et de la dépréciation de la propriété. *Il est impossible que cela continue.* Persister à lever des impôts au-delà de ce que le peuple peut en état de payer, ainsi que prêcher l'insolvabilité d'un grand nombre de contribuables. Nous sommes venus ici près de là que cela doit attirer l'attention du pouvoir législatif, et il est sincèrement à espérer que la détresse publique pourra être soulagée par une législation sage et bienfaisante.

Le Mémoire, après cet exorde donne le tableau des dépenses fixées par des lois. En voici le résumé :

Requis pour la réduction du principal de la dette (loi de 1852).....$672,806

(Non compris Bons des wharfs payables sur les revenus des wharfs, sur les Bons de drainage payables sur la taxe de drainage. Intérêt de la dette ou de taxes.....1,375,629

Total pour la dette.....$2,048,435
Police métropolitaine.....750,000
Ecoles publiques.....do.....400,000
Taxe du Parc.....do.....163,841
Justice criminelle:.....265,671
Bureau de Santé.....do.....15,000
Asile des Fous.....do.....21,000

Total.....$3,623,,837

Ce tableau des dépenses auxquelles le Conseil est forcé, par des lois, de pourvoir au moyen des taxes, montre qu'il faut, pour cela, lever 2 77 pour cent (à une légère fraction près) sur toutes les propriétés réelles et personnelles de la ville (30,913,350) de sorte que les taxes, sur les rôles, levés, que 23 centièmes, ou moins d'un quart de un pour cent à appliquer aux autres dépenses, dont plusieurs une augmentation peut être réduites comme il ressort du tableau suivant :

DÉPENSES NON FIXÉES PAR DES LOIS:

Rues.....Drainage, autre que celui fait par la Compagnie du Canal.....Quais et débarcadères.....Département du voyer.....Watercworks.....Bâtisses publiques.....Places, cimetières.....Département des incendies.....Eclairage.....Impressions.....City Workhouse.....Maison de Refuge.....Département de l'avocat de ville.....Frais de Cour.....Eventuelles.....Charité, etc., etc.....Compte de taxes.....Salaires et dépenses d'administration.....Jugements et divers.....	$815,797 140,600 82,416 52,380 240,000 34,150 18,500 162,000 23,000 17,000 17,800 20,520 21,120 20,600 18,000 57,800 12,100 209,930 29,760
Total.....	$1,552,953

La plupart des dépenses qui précèdent sont aussi impératives que celles fixées par des lois spéciales, telles que les appointements des incendies, l'éclairage, la charité, les jugements, &c. En déduisant de ce montant $765,000 pour les revenus autres que ceux provenant des taxes directes, il reste, en chiffres ronds $788,000 à couvrir, ce qui exigerait une taxe de six dixièmes de un pour cent et une fraction. Ceci, avec la taxe de 2.77 pour cent pour les dépenses fixées par les lois, ferait un total de 3.37 pour cent pour les deux catégories de dépenses.

Les comptes de taxes pour 1873, à trois pour cent sur $135,891,300 se sont élevés à $4,076,739. Ces taxes étaient percevables du 1er mars au 31 juillet. A cette dernière date on n'avait reçu que $3,988,823,16 ce qui laissait un surplus impayé de $2,108,470,84, et le 31 décembre 1873, le montant total perçu dans l'année était de $3,992,594,98, laissant une balance impayée de $1,415,433,02. ce qui indique qu'on avait perçu moins de deux pour cent, tandis qu'il y avait plus de un pour cent impayé.

On peut prédire avec certitude qu'une proportion encore moindre des taxes de la présente année sera perçue, par suite de l'impuissance et du mécontentement qui semblent dominer parmi les contribuables. Nous sommes venus si près de là que cela doit attirer l'attention du pouvoir législatif, et il est sincèrement à espérer que la détresse publique pourra être soulagée par une législation sage et bienfaisante.

Le Mémoire, après cet exorde donne le tableau des dépenses fixées par des lois. En voici le résumé :

Requis pour la réduction du principal de la dette (loi de 1852).....$672,806

(Non compris Bons des wharfs payables sur les revenus des wharfs, sur les Bons de drainage payables sur la taxe de drainage. Intérêt de la dette ou de taxes.....1,375,629

Total pour la dette.....$2,048,435
Police métropolitaine.....750,000
Ecoles publiques.....do.....400,000
Taxe du Parc.....do.....163,841
Justice criminelle:.....265,671
Bureau de Santé.....do.....15,000
Asile des Fous.....do.....21,000

Total.....$3,623,,837

Ce tableau des dépenses auxquelles le Conseil est forcé, par des lois, de pourvoir au moyen des taxes, montre qu'il faut, pour cela, lever 2 77 pour cent (à une légère fraction près) sur toutes les propriétés réelles et personnelles de la ville ($